

# REPUBLIQUE TCHEQUE

## Aperçu historique

La République tchèque est issue de l'éclatement de la République fédérale de Tchécoslovaquie, le 1<sup>er</sup> janvier 1993. La Tchécoslovaquie résultait elle-même de l'**éclatement de l'empire des Habsbourg**, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Entre les deux guerres, elle était devenue l'un des pays les plus avancés de la région, tant du point de vue économique que du point de vue politique. Dans le cadre du processus d'apaisement, le Royaume-Uni et la France avaient accepté les **accords de Munich** en 1938, autorisant Hitler à annexer certaines parties du pays, et entraînant l'occupation de la Bohême et de la Moravie en mars 1939. Après la guerre, les **communistes** ont remporté 38% des voix au cours des élections de printemps, occupant ainsi une position de force au sein du Gouvernement, position qu'ils ont mis à profit pour instaurer un véritable monopole du pouvoir et éliminer toute opposition en 1949. S'en est ensuivie une nationalisation totale de l'industrie et l'évolution d'une stratégie économique visant à faire du pays le fournisseur des équipements lourds du bloc soviétique.

Dans les années soixante, des divisions sont apparues au sein du parti au pouvoir, et en 1968, on a assisté à ce qui est communément appelé le « **printemps de Prague** ». Si les appels à la réforme économique ont été entendus par la nouvelle direction du parti, emmenée par Alexander Dubcek, et qu'on a vu la fin de la censure, les demandes de pluripartisme ont été rejetées. Le processus de démocratisation a été définitivement étouffé par l'intervention armée des alliés du Pacte de Varsovie en août 1968. En avril 1969, M. Dubcek a été démis de ses fonctions au parti et remplacé par Gustav Husak, qui était disposé à coopérer étroitement avec les autorités soviétiques. De nombreux membres du parti ont par la suite été expulsés, mis à l'index et licenciés. Les réformes économiques ont été stoppées et le régime est retourné à un système strict de centralisme, ne laissant « subsister » qu'une dissidence très circonscrite autour de groupes d'ex-communistes, d'intellectuels et d'activistes religieux. Ce mouvement s'est notamment mis en évidence avec la **Charte 77**, portant sur les droits de l'homme, dont l'un des signataires était le dramaturge Vaclav Havel.

Au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, le Gouvernement a écrasé impitoyablement toutes les formes de dissidence, mais dès l'effondrement du pouvoir communiste en Allemagne, de l'Est, il ne lui était plus possible d'endiguer la vague d'opposition. Une manifestation organisée avec l'aval des autorités pour commémorer le cinquantième anniversaire de l'exécution par les Nazis d'un responsable étudiant, le 17 novembre 1989, a provoqué des violences policières à l'encontre des étudiants. Les grèves et les manifestations se sont ensuite multipliées et, **le 24 novembre 1989**, un demi-million de personnes a envahi les rues de Prague pour assister au

retour de M. Dubcek sur la scène politique. Entre temps, Vaclav Havel avait rejoint d'autres groupes de dissidents le 19 novembre pour créer le Forum civique, organisation chapeautant plusieurs regroupements qui a exigé des changements radicaux. Un Gouvernement d'entente nationale, à majorité non communiste, a été nommé le 10 décembre. Des dissidents bien connus y ont occupé des positions éminentes. Enfin, le 29 décembre, M. Havel a remplacé M. Husak à la Présidence du pays. La nature pacifique du changement politique est à l'origine du terme utilisé pour décrire ces événements : « ***révolution de velours*** ».

Le Forum civique a remporté les élections de juin 1990, qui ont été suivies d'une période marquée par l'émergence de nouveaux partis politiques. Suite à la division du Forum civique, le parti civique démocratique (ODS, droite) est né sous la direction de Vaclav Klaus. Les élections de 1992 ont confirmé la nouvelle structure dans les territoires tchèques, l'ODS remportant nettement le scrutin axé sur les réformes économiques. Au niveau fédéral toutefois, aucun accord n'a pu être trouvé avec les forces dominantes en Slovaquie, c'est-à-dire avec le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de Vladimir Meciar. Les désaccords ont porté notamment sur les réformes en cours ; les Slovaques se disant inquiets de ne pas voir leurs préoccupations prises en compte. Pour mettre un terme à cette situation, le Parlement a voté, le 25 novembre 1992, la dissolution de la Fédération, bien que les sondages aient indiqué que la majorité de la population était favorable à la poursuite de l'intégration.

Les élections de 1996 ont réduit la coalition conduite par l'ODS à un Gouvernement minoritaire qui, en l'absence d'opposition unie, était toutefois en mesure de poursuivre son action. Les élections législatives de juin 1998 ont conduit à l'investiture d'un Gouvernement social-démocrate minoritaire tandis que depuis les élections de juin 2002, une coalition de centre-gauche, emmenée par le parti social-démocrate, gouverne le pays.